



Mai 2020



Mwatana for Human Rights

© Mwatna For Human Rights

**Yémen : Plus de 150 ONG demandent
l'annulation de la condamnation à
mort de quatre journalistes**

Les organisations de défense des droits humains, de la liberté de la presse et des journalistes appellent les mécanismes des Nations Unies et ses États membres à aider à sauver la vie de quatre journalistes [qui ont été condamnés à mort](#) en avril 2020 dans la capitale Sanaa pour "espionnage" et "diffusion de fausses nouvelles". Sur les six autres journalistes de la même affaire dont le juge a ordonné la libération après cinq ans de détention, un seul a été libéré à ce jour. Les autorités en exercice à Sanaa, les Houthis, doivent annuler immédiatement les condamnations à mort et de libérer les neuf autres journalistes qui ont été condamnés en violation de leur droit à la liberté d'expression.

Nous avons récemment célébré la Journée mondiale de la liberté de la presse, le 3 mai 2020. Le journalisme, en particulier le journalisme indépendant et critique, est essentiel pour promouvoir la transparence, la responsabilité, la bonne gouvernance et le respect des droits humains et de l'État de droit. Les journalistes ne sont en aucun cas des acteurs du conflit au Yémen et ne peuvent en aucun cas être pris pour cible.

Les quatre journalistes, **Abdulkhaleq Ahmed Amran, Akram Saleh Al-Walidi, Al-Hareth Saleh Hamid et Tawfiq Mohammed Al-Mansouri** ont été condamnés le 11 avril 2020 par la Cour pénale spécialisée de Sanaa, qui est contrôlée par les Houthis. Leur avocat, **Abdelmajeed Sabra**, qui n'a pas été autorisé à assister à l'audience du verdict, [a entamé la procédure d'appel le 22 avril 2020](#).

Le juge a condamné les six autres journalistes, **Hisham Ahmed Tarmoom, Hisham Abdulmalik Al-Yousefi, Haitham Abdulrahman Al-Shihab, Essam Amin Balgheeth, Hassan Abdullah Annab et Salah Muhammad Al-Qaedi**, à une peine de prison déjà purgée, soit environ cinq ans, et les a également placés sous surveillance policière pour une période de trois ans supplémentaires. En outre, les appareils et matériels électroniques qui étaient en leur possession au moment de leur arrestation restent confisqués.

Le ministère public avait demandé que les peines maximales soient appliquées conformément aux articles 16, 21, 126 bis, et 136 du code pénal (loi n° 12 de 1994 sur les crimes et les peines).

Les journalistes ont été accusés de [diffusion de fausses nouvelles "en soutien aux crimes de l'agression saoudienne et de ses alliés contre la République du Yémen"](#). Les journalistes ont également été accusés de "nuire à l'intérêt public à travers la création de plusieurs sites et pages sur Internet et sur les réseaux sociaux et leur gestion secrète depuis plusieurs hôtels de la capitale, Sanaa". La coalition dirigée par l'Arabie Saoudite mène une guerre contre les Houthis au Yémen depuis 2015.

Le 9 juin 2015, un groupe de combattants Houthi a arrêté neuf des journalistes alors qu'ils utilisaient Internet à l'hôtel Qasr Al-Ahlam à Sanaa. Salah Mohammad Al-Qaedi a été arrêté plus tard à son domicile à Sanaa par les forces Houthi le 28 août 2015. Ils ont été arbitrairement détenus, longuement maintenus à l'isolement, torturés et maltraités pendant leur captivité, et n'ont été formellement inculpés que plus de trois ans plus tard. En décembre 2018, des accusations fabriquées de toutes pièces ont été lancées contre eux en rapport avec l'exercice pacifique de leurs droits à la liberté d'opinion et d'expression dans le cadre d'un simulacre de procès qui a violé les normes internationales en matière de procès équitable et de procédure légale.

Entre-temps, malgré la décision de la cour de libérer les six journalistes, les autorités continuent de retarder leur libération. Jusqu'à la date de cet appel, seul le journaliste Salah Mohammad Al-Qaedi a été libéré (le 23 avril 2020).

Les organisations soussignées appellent toutes les parties au conflit à respecter le droit à la liberté d'expression et à cesser leurs efforts pour museler les journalistes et les médias.

Nous, soussignés, appelons les Nations unies, en particulier le Groupe d'éminents experts sur le Yémen, ainsi que ses États membres, y les pays comme le Royaume-Uni et le Canada, qui coprésident la Coalition pour la liberté des médias de 35 États, à demander aux autorités en exercice à Sanaa, les Houthis, de :

- Annuler les peines prononcées contre les dix journalistes, en particulier les condamnations à mort des journalistes Abdulkhaleq Ahmed Amran, Akram Saleh Al-Walidi, Al-Hareth Saleh Hamid et Tawfiq Mohammed Al-Mansouri, et les libérer immédiatement ;
- Libérer immédiatement les journalistes Hisham Ahmed Tarmoom, Hisham Abdulmalik Al-Yousefi, Haitham Abdulrahman Al-Shihab, Essam Amin Balgheeth et Hassan Abdullah Annab, suite à l'ordre de la cour de les libérer du 11 avril 2020, et s'assurer qu'ils ne fassent pas l'objet de nouvelles mesures judiciaires visant à restreindre leur travail ;
- Libérer tous les journalistes yéménites détenus et disparus, et abandonner toutes les charges retenues contre eux ;
- Mettre en œuvre tous les efforts possibles pour assurer la sécurité et l'intégrité physique des journalistes - conformément au droit international humanitaire coutumier ; et
- Veiller à ce que les journalistes puissent exercer leur métier sans craindre d'être arrêtés ou de subir d'autres formes de représailles et de restrictions portant atteinte à leur droit à la liberté d'expression.

Signé,

1. Abdorrahman Boroumand Center for Human Rights in Iran
2. Abductees' Mothers Association
3. ACAT-Belgique /Belgium/ Belgique
4. ACAT-Côte d'Ivoire
5. ACAT-España/ Catalunya
6. ACAT-Germany (Action by Christians for the Abolition of Torture)
7. ACAT-Italia
8. ACAT-Switzerland
9. ACAT-USA
10. Access Center For Human Rights (ACHR)
11. Access Now
12. Ahmed Tlili's Foundation for Democratic Culture
13. Al-Aalem Al-Jadeed
14. Al-Haq - Palestine
15. Al-Mustaqbal Association
16. Al-Wed Development Foundation
17. Algerian League for the Defense of Human Rights (LADDH)
18. ALQST for Human Rights
19. Amarchi Center for Media Development
20. Americans for Democracy & Human Rights in Bahrain (ADHRB)
21. Amman Center for Human Rights Studies
22. Arab Coalition against the Death Penalty
23. Arab Organisation for Human Rights (AOHR), Syria
24. Arab Women Organisation of Jordan (AWO)
25. Arabic Network for Human Rights Information (ANHRI)
26. ARTICLE 19
27. Association Démocratique des Femmes du Maroc
28. Association for Citizenship, Development, Cultures and Migrations of the Two Banks (CDCMIR)
29. Association mauritanienne des droits de l'Homme (AMDH)
30. Association of Tunisian Women for Research and Development
31. Association of Tunisian Women Voters
32. Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS)
33. Ceasefire Centre for Civilian Rights
34. Center for Civil Liberties, Ukraine
35. Center for Constitutional Rights
36. Center for Democracy and Civil Rights in Syria
37. CIVICUS
38. Committee to Protect Journalists
39. Cornell Center on the Death Penalty Worldwide
40. Dameer Association for Rights and Freedoms
41. Death Penalty Focus, USA
42. Democratic Transition and Human Rights Support Center (DAAM)

43. El-Nadim Center for Rehabilitation of Victims of Violence
44. Electronic Organization for Humanitarian Media
45. English PEN
46. Ethical Possibility Enhancement (EPE) Movement
47. FIDH
48. For Your Sake Foundation
49. Free Press Unlimited
50. Free Sight Association
51. Freedom Forum
52. Freedom Now, Morocco
53. Geneva Council for Rights and Liberties
54. German Coalition to Abolish the Death Penalty (GCADP)
55. Global Forum for Media Development (GFMD)
56. Global Voices Advox
57. Gulf Centre for Human Rights (GCHR)
58. Hands Off
59. Human Rights Sentinels
60. HuMENA for Human Rights and Civic Engagement
61. IFEX
62. Impunity Watch
63. Initiative Mawjoudin pour l'égalité
64. Inmates' Voices / Voix de détenus - Switzerland
65. Innovation for Change Middle East and North Africa
66. International Association of People's Lawyers (IAPL)
67. International Campaign for Freedom in the UAE (ICFUAE)
68. International Center for Supporting Rights and Freedoms, Switzerland
69. International Commission of Journalists (ICJ)
70. International Federation for Rights and Development (IFRD)
71. International Federation of Journalists (IFJ)
72. International Media Support (IMS)
73. International Press Institute (IPI)
74. International Service for Human Rights (ISHR)
75. Irada Association for Community Development
76. Iraqi Al Amal Association
77. Iraqi Network for Social Media (INSM)
78. Iraqi Observatory for Human Rights (IOHR)
79. Italian Federation for Human Rights (FIDU)
80. Jordanian Coalition against the Death Penalty
81. Joud Foundation for Sustainable Development - Yemen
82. Journalistic Freedoms Observatory
83. Karama Academy for the Defense of Human Rights and Freedoms, Algeria
84. Kenya Human Rights Commission
85. Lawyers' Rights Watch Canada

86. Legal Awareness Watch (LAW)
87. Lifespark (Movement against the death penalty) Switzerland
88. MADA-Palestinian Center for Development and Media Freedoms
89. MADPET-Malaysians Against Death Penalty and Torture
90. Maghreb Coordination of Human Rights Organizations
91. Maharat Foundation
92. Mahra Youth Unity Association
93. Maison des Droits de l'Homme du Cameroun (MDHC)
94. MENA Rights Group
95. Metro Center for Journalists Rights & Advocacy
96. Moroccan Association for Human Rights (ADMH)
97. Moroccan Association for the Protection of Cultural Manuscripts
98. Moroccan Coalition Against the Death Penalty
99. Moroccan Coalition for Human Rights Organisations
100. Musaala for Human Rights Organization
101. Mwatana for Human Rights
102. National Center for Peace and Development
103. National Observatory for the Defense of the Civil Character of the State
104. No Peace Without Justice
105. Norwegian PEN
106. Omani Centre for Human Rights
107. Pakistan Press Foundation (PPF)
108. Palestinian Centre for Human Rights (PCHR)
109. Peace and Building Foundation
110. Peace Partners
111. PEN America
112. PEN Canada
113. PEN International
114. PEN Iraq
115. Project on Middle East Democracy (POMED)
116. Press Freedom Advocacy Association in Iraq
117. Promo LEX Association Moldova
118. Protection Organisation for Digital Rights, Iraq
119. Qarar Foundation for Media and Sustainable Development
120. Reporters Without Borders (RSF)
121. Reprieve
122. Rights Realization Centre
123. Rory Peck Trust
124. SAM for Rights and Liberties
125. Samir Kassir Foundation - SKeyes Center for Media and Cultural Freedom
126. Sana'a Center for Strategic Studies
127. Sisters' Arab Forum for Human Rights (SAF)
128. Sky Line International for Human Rights

129. Syndicat national des agents de la formation et de l'éducation du Niger (SYNAFEN)
 130. Syrian Center for Legal Studies and Research
 131. Syrian Center for Media and Freedom of Expression (SCM)
 132. Syrian Organization for Rights and Public Freedoms
 133. Syrians for Truth and Justice (STJ)
 134. The Advocates for Human Rights
 135. Together Against the Death Penalty (ECPM)
 136. Tunis Center for Press Freedom
 137. Tunisian Association for the Right to the Promotion of Difference (ATPDD)
 138. Tunisian Association of Democratic Women
 139. Tunisian Association of Positive Prevention (ATP+)
 140. Tunisian Coalition Against the Death Penalty (CTCPM)
 141. Tunisian League of Human Rights (LTDH)
 142. Vigilance for Democracy and the Civic State
 143. Witness to Innocence
 144. Wogood Foundation for Human Security
 145. Women Defenders of Rights, Freedoms and Sustainable Development, Yemen
 146. Women Prisoners Association in Syria
 147. Women's Studies Centre, Palestine
 148. World Association of News Publishers (WAN-IFRA)
 149. World Organisation Against Torture (OMCT)
 150. Yemen Archive
 151. Yemeni Women Journalists Network
 152. Youth Idea Initiative
-

سوريون
من أجل
الحقيقة
والعدالة

Syrians
For Truth
& Justice



History

Syrians for Truth and Justice was conceived during the participation of its co-founder in the Middle-East Partnership Initiative (MEPI) Leaders for Democracy Fellowship program, who was driven by a will to contribute to Syria's future. Starting as a humble project to tell the stories of Syrians experiencing enforced disappearances and torture, it grew into an established organisation committed to unveiling human rights violations of all sorts.

Convinced that the diversity that has historically defined Syria is a wealth, our team of researchers and volunteers works with dedication at uncovering human rights violations committed in Syria, in order to promote inclusiveness and ensure that all Syrians are represented, and their rights fulfilled.

-
- 🌐 www.stj-sy.org
 - 📘 [syriaSTJ](https://www.facebook.com/syriaSTJ)
 - 🐦 [@STJ_SYRIA_ENG](https://twitter.com/STJ_SYRIA_ENG)
 - 📷 [Syrians for Truth & Justice](https://www.instagram.com/Syrians_for_Truth_Justice)
 - ✉ editor@stj-sy.org